

VOEUX : POUR LE GOUVERNEMENT, BONNE ANNÉE SE DIT « GOODYEAR »

Pour la première fois depuis un demi siècle, un gouvernement a demandé que soit requis des peines de prison ferme contre des syndicalistes pour avoir participé avec les salarié-es à des actions en vue d'empêcher la fermeture de leur usine.

En même temps qu'ils préparent la suppression dans quelques mois de plus 1000 articles du Code du travail, Hollande, Valls et Macron ont décidé de déclencher une répression sans précédent des syndicalistes qui luttent dans les entreprises.

Avec les 8 condamnés de GOODYEAR l'exécutif veut faire un exemple.

Le gouvernement affiche sa volonté de mettre les Procureurs et les forces de polices aux services des grands groupes pour briser toute résistance à la destruction des emplois et de l'industrie.

Ne laissons pas criminaliser l'action syndicale. Signez la pétition de soutien aux condamnés de Goodyear : <http://chn.ge/1RM2TzE>

TEMPS DU CHANGEMENT

6 millions de chômeurs chômeuses « officiel-les », au moins deux millions supplémentaires sorti-es des radars officiels (RSA socle, invalidité...) et le gouvernement nous propose comme unique solution de continuer « comme d'habitude » ! Les propositions faites le 18/01 de déréguler le temps de travail (concrètement, il s'agit là de moins payer les heures sup') vont dans le même sens que la loi Macron. Il s'agit d'affaiblir les garanties collectives des salarié-es qui seraient « un frein à l'activité » !

À contre courant, la CGT analyse que la crise économique résulte en grande partie de la montée des inégalités liée à l'affaiblissement programmé du salariat : chômage de masse, salaires tirés vers le bas, dumping social... Pour nous, il faut au contraire augmenter les salaires et restaurer l'outil industriel pour relancer l'économie.

Sur l'emploi, les études prospectives laissent entrevoir, qu'en dehors même de la conjoncture économique, la numérisation de l'économie (vous la connaissez, c'est en son nom que l'on supprime tant d'emplois aux Finances !), c'est trois millions d'emplois qui vont être supprimés dans les 10 ans ! Il est donc urgent de changer de « logiciel » et cela commence par se battre pour la réduction du temps de travail. Travailler mieux, travailler toutes et tous, voilà une lutte pour le progrès social. C'est le sens de la campagne de la CGT pour les 32 heures !

DEFENDRE LES SERVICES PUBLICS

Les « réformes » s'enchaînent dans la Fonction Publique : réforme territoriale, réforme du collège, loi de santé dite loi Touraine. Elles sont à l'opposé de l'intérêt général. Les services publics, la Protection Sociale, doivent redevenir le cœur de notre modèle social, pour assurer la satisfaction des besoins, notamment dans la proximité.

La CGT dénonce les choix budgétaires pratiqués par les gouvernements successifs qui ne permettent pas de réaliser ces objectifs.

Les victimes en sont :

– Les citoyennes et citoyens, usager-es des services publics, qui ne peuvent que constater cette dégradation et qui voient la qualité et l'accessibilité des services publics baisser : désertification rurale, fermetures d'hôpitaux et maternités, de service postal, de gares, d'écoles...

– Les personnels de la fonction publique qui œuvrent chaque jour pour tenter d'accomplir leur missions dont certaines sont attaquées voir supprimées.

Les services publics sont au cœur de la question de l'aménagement du territoire ils sont créateurs de richesses. Ils sont vecteurs d'égalité, de cohésion sociale, de vivre ensemble.

Pour toutes ces raisons,
l'intersyndicale
Finances Publiques 44
appelle à manifester
massivement
le 26 janvier :



à Nantes : 10 h devant la Préfecture
à St Nazaire : 10 h devant la Sous Préfecture

À Nantes, pré-rassemblement Finances devant la Direction quai de Versailles à 09h30.

TOURNEZ MANÈGE

Les opérations de déménagement font tourner les têtes et les bureaux ! Certains collègues se retrouvent à travailler sur une « table de décharge ». En fait, et il faut le savoir, pour suivre les préconisations de l'ergonome, les bureaux avec retour sont remplacés petit à petit par des bureaux droits. Ne vous sentez donc pas « discriminé-es » si ça vous arrive !

